

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1309

4 juin 2013

SOMMAIRE

Altis Assurances S.A.	62786	Launer International S.A.	62797
Altraplan Luxembourg S.A.	62804	Lehman Brothers Luxembourg Invest- ments S.à r.l.	62832
Altraplan Luxembourg S.A.	62799	LFIS Perspective	62806
Aramis Participations S.A.	62796	LFIS Vision	62816
Assenagon Asset Management S.A.	62791	Lubesa SA	62790
Baltin Invest S.A.	62802	Lux Foods S.A.	62790
Billecart Expansion Holdings S.A.	62787	Lux Investcom SA	62797
Bollemine Holding S.A. SPF	62789	Marquisaat	62795
Caribe Holding S.A. SPF	62795	Mondery S.A.	62792
Chambre de Commerce Luxembourg- Azerbaïdjan (CCLA)	62830	Mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants	62788
Clairam S.A.	62792	Novamil Invest S.A.	62794
Datogon S.A.	62815	Pierre Invest S.A.	62787
Dealix Fund Operations S.A.	62804	Poudrerie de Luxembourg	62792
Dival S.A.	62832	Private Estate Life S.A.	62800
DJE Investment S.A.	62831	Private Estate Life S.A.	62804
Ecomasa S.à r.l.	62832	Ro Agriculture Investment SICAV-SIF ...	62794
Espirito Santo Control S.A.	62815	Roturo S.A.	62825
Folia S.A.	62831	Sienna S.A.	62791
GAIA Fund	62798	Sun Investments	62790
Gestielle Investment Sicav	62797	Tasco Invest S.A.	62800
Gilux S.A.	62786	Thalan S.A., SPF	62796
Henderson Diversified Growth	62805	Tideway UCITS Funds	62798
HNA (Luxembourg) Co. S.à r.l.	62827	Translux Participation S.A.	62786
H.V.L. S.A.	62789	Ulrika S.A., SPF	62795
IGLS Invest S.A. SPF	62789	Venezuela Investment Company S.A.	62796
Ikaros S.A.	62794	Webworld Company S.A.	62787
Immobeach S.A.	62790	YOLE, Société Luxembourgeoise de Réas- surances	62825
Impex Overseas Trading Holding S.A. ...	62799	ZED Eco Investments I S.A.	62788
Kleopatra Holdings 2	62832		
Kloeckner Holdings S.C.A.	62832		

Gilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 95, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 91.771.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra en date 25 juin 2013, à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012;
2. Lecture du rapport du Conseil d'Administration concernant l'exercice social 2012;
3. Lecture du rapport du Commissaire concernant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012;
4. Approbation des comptes annuels;
5. Affectation du résultat;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013068747/18.

Translux Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 65.452.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013068741/10/19.

Altis Assurances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 84.981.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 29 juin 2013 à 10h au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes
2. Lecture et approbation du Bilan et Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Elections statutaires éventuelles
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070855/2319/17.

Billecart Expansion Holdings S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 2.378.439,21.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 27.288.

—

Les actionnaires de la Société sont priés d'assister à :

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

des actionnaires qui se tiendra le vendredi 28 juin 2013 à 11.30 heures, au siège social de la Société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2012 et approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2012;
2. Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2012;
3. Quitus aux administrateurs;
4. Quitus au commissaire;
5. Election du commissaire;
6. Questions diverses.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013067414/22.

Webworld Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 148.694.

—

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui aura lieu le mercredi 26 juin 2013 à 14.00 heures au 15-17, avenue Guillaume L-1651 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du bilan et des comptes de pertes et profits de l'exercice 2012;
2. Rapport du commissaire aux comptes;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Décision au sujet de la poursuite de l'activité;
5. Affectation du résultat;
6. Transfert du siège social de la société;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013069548/1091/19.

Pierre Invest S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 110.994.

—

Suite à une demande de prorogation de l'Assemblée du 29 mai 2013 par un actionnaire en vertu de l'article 67 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Messieurs les Actionnaires, sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 26 juin 2013 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration agissant comme liquidateur vis-à-vis des tiers en application de l'article 143 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sur l'état d'avancement de la liquidation de la Société
2. Présentation des comptes annuels de la Société au 30 novembre 2012 et présentation des résultats de la liquidation

3. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2012
4. Nomination d'un réviseur d'entreprise externe afin de procéder à un audit des comptes de la Société suite aux propositions faites par fax le 8 mars 2013
5. Résultat de l'action judiciaire introduite à l'encontre de Maître Cheval et exposé par le Conseil d'Administration des raisons (i) de l'assignation tardive de Maître Cheval (ii) de l'absence de référence à la transaction intervenue avec l'administration fiscale dans l'assignation et (iii) de l'absence de mise en cause du comptable français de la Société au vu des motifs du redressement fiscal et état d'avancement de la procédure
6. Exposé par le Conseil d'Administration (i) des raisons de l'absence de retenue sur le remboursement de la créance de la Société envers la société de droit des BVI Dorsillon Ltd des sommes dues par Pierre Invest Poincaré à la Société et (ii) de l'actionnariat de la société Dorsillon Ltd
7. Communication aux actionnaires d'une copie des grands livres de la Société de 2006 à 2012
8. Informations relatives aux démarches concrètes effectuées par la Société pour recouvrer la créance vis-à-vis de la société Poincaré
9. Informations sur l'expertise et l'évaluation des appartements à vendre et sur l'état des ventes, qui s'est porté acquéreur et à quel prix
10. Informations relatives à l'identité des personnes ayant acquis ou désirant acquérir un ou plusieurs appartement(s) et plus particulièrement si des administrateurs ont acquis directement ou indirectement un ou plusieurs appartement(s) vendus par la Société
11. Divers

Le Conseil d'Administration agissant comme liquidateur vis-à-vis des tiers en application de l'article 143 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Référence de publication: 2013070862/506/37.

Mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants, Société Coopérative.

Siège social: L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.

R.C.S. Luxembourg B 8.785.

Avis de convocation à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société 7, rue Alcide de Gasperi, L-1615 Luxembourg le mercredi, 19 juin 2013 à 12.00 heures.

L'ordre du jour est composé comme suit:

Ordre du jour:

1. Rapport d'activité du conseil d'administration
2. Rapports du commissaire aux comptes et du réviseur d'entreprises
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070853/1959/19.

ZED Eco Investments I S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 172.140.

Gemäß Art. 11 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum 20. Juni 2013 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses samt GuV sowie der Berichte von Verwaltungsrat und Wirtschaftsprüfer über das Geschäftsjahr vom 27. September 2012 bis zum 31. Dezember 2012.
2. Beschlussfassung über den Jahresabschluss samt GuV und die Ergebnisverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im Juni 2013.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013070865/1999/25.

Bollemine Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 160.653.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 24 juin 2013 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070856/1267/16.

H.V.L. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 107.904.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 26 juin 2013 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070857/1267/15.

IGLS Invest S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 65.743.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 20 juin 2013 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Ratification de la cooptation d'un administrateur
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070858/788/17.

Immoboagle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 90.642.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 25 juin 2013 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070859/1267/15.

Lubesa SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 82.407.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 27 juin 2013 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070860/1267/16.

Sun Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 79.438.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 27 juin 2013 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070864/1267/15.

Lux Foods S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 10.770.

L'Assemblée générale ordinaire convoquée en date du 24 avril 2013 n'ayant pu se tenir comme prévu, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 juin 2013 à 11.00 heures au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité des activités de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070861/755/21.

Assenagon Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 129.914.

Die Anteilhaber des Sondervermögens Assenagon II Commodity Diversified (fonds commun de placement) werden hiermit von Folgendem in Kenntnis gesetzt:

Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft hat am 6. April 2009 in Anwendung von Art. 18 des Verwaltungsreglements beschlossen, den Umbrella-Fonds Assenagon II und seinen einzigen Teilfonds Commodity Diversified zu liquidieren. Die Entscheidung zur Liquidation des einzigen Teilfonds und somit in weiterer Folge des Umbrella-Fonds wurde vor dem Hintergrund getroffen, dass das Mindestnettofondsvermögen des Assenagon II Commodity Diversified zu weit unterschritten wurde und die für die Umsetzung der Anlagestrategie wesentlichen AIG Commodity Alpha Indizes von der AIG Financial Products Corp. nicht weiter betrieben wurden. Zeichnung und Rückgabe von Anteilscheinen des Assenagon II Commodity Diversified wurden ab dem 6. April 2009 nicht mehr entgegengenommen.

Assenagon Asset Management S.A. hat als Liquidator fungiert. Die Depotbank hat den Liquidationserlös auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft vollständig den Anlegern ausbezahlt und somit kein résidu an die Caisse de Consignation bezahlt. Das Liquidationsverfahren wurde zum 7. April 2009 beendet und der Liquidationserlös mit Valuta 9. April 2009 an die Anleger ausbezahlt.

Die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft KPMG Luxembourg S.à r.l. hat den Liquidationsbericht geprüft und testiert. Der Fonds hat die Kosten der Liquidation übernommen.

Luxemburg, den 30. Mai 2013.

Assenagon Asset Management S.A.

Référence de publication: 2013070866/22.

Sienna S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 45.322.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 24 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070863/755/19.

Clairam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 69.720.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *17 juin 2013* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation de deux administrateurs et décharge accordée aux administrateurs démissionnaires;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013056885/10/19.

Mondery S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 145.885.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *12 juin 2013* à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062750/696/16.

Poudrerie de Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, allée de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 5.955.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, *12 juin 2013* à 15.00 heures au siège social à Kockelscheuer, Luxembourg, à l'effet de délibérer sur les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet de scission partielle tel que décidé par le conseil d'administration en date du 25 avril 2013.
2. Constatation de la scission partielle et de ses effets.
3. Approbation de l'apport d'une partie de ses actifs et de ses passifs à une (1) Société anonyme nouvelle, dénommée Accumalux Group S.A.
4. Approbation de la constitution de la Société anonyme nouvelle sous la dénomination Accumalux Group S.A.
5. Constatation que l'apport d'une partie de ses actifs et de ses passifs à la Société anonyme nouvelle est faite avec valeur au 1^{er} janvier 2013.
6. Approbation de l'attribution des actions de la Société anonyme nouvelle, des modalités de remise desdites actions et des modalités d'annulation des actions de la Société partiellement scindée.

7. Modifications statutaires dans la Société anonyme Poudrerie de Luxembourg, à savoir:

a) Réduction du capital social d'un montant de six cent mille Euros (€ 600.000.-) pour le porter de son montant actuel de trois millions neuf cent mille Euros (€ 3.900.000.-) au montant de trois millions trois cent mille Euros (€ 3.300.000.-);

b) modification de l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet:

- l'achat, la vente, la mise en valeur, la location et la construction d'immeubles;
- toutes opérations en relation avec la gestion administrative, commerciale et immobilière;
- la consultance;
- l'établissement de la comptabilité et des comptes annuels pour des sociétés affiliées ou non.

La Société a également pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres Sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des Sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute Société ou entreprise.

Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute Société ou entreprise. Elle pourra en outre acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, informations confidentielles, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences ou des sous-licences de ces droits, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, incluant tous brevets, marques et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, sous-licences, marques de service, savoir-faire, informations confidentielles et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et droits similaires contre les violations, les utilisations non autorisées et les violations par des tiers. La Société pourra par ailleurs fournir, directement ou indirectement, la transmission d'un savoir-faire, des services de conseil en développement ainsi que tous services opérationnels, assurer la promotion, la représentation et toutes opérations de cette nature.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, Sociétés affiliées et à toute autre Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, Sociétés affiliées ou de toute autre Société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte."

c) Modification du premier alinéa de l'article 9 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Article 9 (alinéa 1^{er}):

La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence."

d) Modification du deuxième alinéa de l'article 11 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Article 11 (alinéa 2):

La présence de la moitié des membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Celles-ci sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la décision est remise à la séance suivante et si le partage persiste, la voix du président est prépondérante."

e) Modification de l'article 7 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Article 7:

L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins."

Pour prendre part à l'assemblée générale extraordinaire, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 24 des statuts.

Kockelscheuer, le 08 mai 2013.

Le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2013061170/82.

Novamil Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 100.958.

Due to lack of quorum to act on the item of the agenda regarding article 100, the Annual General Meeting dated April 25, 2013 could not validly act on said item.

The Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *June 20, 2013* at 5.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The shareholders are advised that the resolutions on the above mentioned agenda will be validly passed by a 2/3 majority of the shares present or represented and voting at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013064280/795/17.

Ro Agriculture Investment SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 162.520.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, am Mittwoch, den *12. Juni 2013* um 11.00 Uhr, in 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

I. Der Verwaltungsrat soll zu den nachfolgend angegebenen Tagesordnungspunkten der bevorstehenden ordentlichen Generalversammlung am *12. Juni 2013* um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz die jeweiligen Vorschläge beschließen, die der Generalversammlung unterbreitet werden sollen:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2012.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Neuwahlen des Verwaltungsrates und Dauer der Mandate.
6. Ernennung des Abschlussprüfers.
7. Verschiedenes.

II. Verschiedenes

An der Generalversammlung kann jeder Aktionär - persönlich oder durch einen schriftlich Bevollmächtigten - teilnehmen, der für seine Aktien spätestens am Freitag, den *7. Juni 2013* am Gesellschaftssitz eine Bescheinigung hinterlegt, dass die Aktien für die Dauer der Generalversammlung blockiert sind. Jeder Aktionär, der diese Voraussetzung erfüllt, erhält eine Eintrittskarte zur Generalversammlung.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013067399/755/29.

Ikaros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 106.181.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 13 juin 2013 à 15.00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
3. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la Société,
4. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065813/755/19.

Ulrika S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 79.219.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 14 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
4. Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
5. Nominations statutaires,
6. Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065822/755/19.

Caribe Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 75.749.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 12 juin 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065840/788/16.

Marquisaat, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 60.562.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 13 juin 2013 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065841/833/17.

Thalan S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 149.023.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 13 juin 2013 à 09.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065845/833/18.

Venezuela Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 75.780.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 12 juin 2013 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065848/788/18.

Aramis Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 79.120.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 13 juin 2013 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013067392/534/15.

Launer International S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 49.356.

The shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held extraordinarily on 13 June 2013 at 16.30 o'clock at the headoffice, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2012.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2013067394/534/15.

Lux Investcom SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 81.370.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 12 juin 2013 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013067400/1267/16.

Gestielle Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.851.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held in Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on June 12, 2013 at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at February 28, 2013
3. Allocation of the net results

4. Discharge to the Directors and the auditors
5. Statutory Appointments
6. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013067404/755/21.

GAIA Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 169.010.

Die Aktionäre des GAIA Fund (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen (die "Generalversammlung"), welche am 12. Juni 2013 um 11:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Vorlage und Genehmigung der Finanzberichte;
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Ergebnisses;
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates;
4. Verlängerung der Mandate der folgenden Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014:
 - Herr Michael Sanders, berufsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg;
 - Herr Guido Edward Maria Pas, berufsansässig in 6BIS, chemin du Mousseron, CH-1292 Chambésy;
 - Herr John Coast, berufsansässig in 14, rue Calvin, CH-1204 Geneva
5. Verlängerung des Mandats des zugelassenen Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé), Pricewaterhouse-Coopers, Société coopérative, mit Sitz in 400, route d'Esch, R.C.S.L. B 65477 bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014;
6. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung erfordern kein Quorum und werden durch die anwesenden oder vertretenen Aktionäre mit einfacher Mehrheit der Stimmen gefasst.

Teilnahme- und abstimmungsberechtigt sind alle Aktionäre, die dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, per Post oder per Fax +352 248 329 444, eine Bestätigung ihres Depots vorlegen können, aus der die Anzahl der Aktien im Besitz der Aktionärs hervorgeht, einschließlich der Bestätigung, dass die Aktien bis zum Tag nach der Versammlung gesperrt sind. Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder zur Teilnahme und Abstimmung befugte Aktionär darf sich vertreten lassen.

Für die Anforderung entsprechender Vertretungsvollmachten oder bei Fragen im Zusammenhang mit der Teilnahme an der Versammlung wenden Sie sich bitte an corporate@alceda.lu.

Senningerberg, im Mai 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013067421/8040/33.

Tideway UCITS Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 162.512.

Die Aktionäre des Tideway UCITS Funds (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen (die "Generalversammlung"), welche am 12.06.2013 um 11:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Vorlage und Genehmigung des geprüften Jahresabschlusses für das am 31. Dezember 2012 endende Geschäftsjahr;
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Ergebnisses;
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates;
4. Verlängerung der Mandate der folgenden Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014:
 - Herr Michael Sanders, berufsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg;

- Herr Peter Doherty, berufsansässig in 50, Broadway, GB-SW1H 0BL London;
- 5. Zusammensetzung des Verwaltungsrats
- 6. Verlängerung des Mandats des zugelassenen Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé), Pricewaterhouse-Coopers, Société coopérative, mit Sitz in 400 route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C.S.L. B 65477 bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014;
- 7. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung erfordern kein Quorum und werden durch die anwesenden oder vertretenen Aktionäre mit einfacher Mehrheit der Stimmen gefasst.

Teilnahme- und abstimmungsberechtigt sind alle Aktionäre, die dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder der Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, per Post oder per Fax +352 248 329 444, eine Bestätigung ihres Depots vorlegen können, aus der die Anzahl der Aktien im Besitz der Aktionärs hervorgeht, einschließlich der Bestätigung, dass die Aktien bis zum Tag nach der Versammlung gesperrt sind. Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder zur Teilnahme und Abstimmung befugte Aktionär darf sich vertreten lassen.

Für die Anforderung entsprechender Vertretungsvollmachten oder bei Fragen im Zusammenhang mit der Teilnahme an der Versammlung wenden Sie sich bitte an corporate@alceda.lu

Senningerberg, im Mai 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013067428/8040/33.

Impex Overseas Trading Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 29.931.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au: 6, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, le 11 juin 2013 à 15 heures 30, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2012
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013068055/19.

Altraplan Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 55.381.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue en date du 18 avril 2013

En date du 18 avril 2013, l'assemblée générale annuelle de la Société a pris la résolution de renouveler le mandat des personnes suivantes avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014:

- Madame Germaine BRABANTS, administrateur et déléguée à la gestion journalière
- Monsieur Stephen BRIGHT, administrateur
- Monsieur Serge MOREL, administrateur
- Monsieur Thierry PORTÉ, administrateur
- Monsieur Michel WOLTER, administrateur
- Monsieur Paul WOLFF, administrateur
- Deloitte Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Altraplan Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2013053803/22.

(130066632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Private Estate Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 34.402.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue en date du 18 avril 2013

En date du 18 avril 2013, l'assemblée générale annuelle de la Société a pris la résolution de renouveler le mandat des personnes suivantes avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014:

- Madame Germaine BRABANTS, administrateur et déléguée à la gestion journalière
- Monsieur Stephen BRIGHT, administrateur
- Monsieur Serge MOREL, administrateur
- Monsieur Thierry PORTÉ, administrateur
- Monsieur Michel WOLTER, administrateur
- Monsieur Paul WOLFF, administrateur
- Deloitte Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Private Estate Life S.A.

Signature

Référence de publication: 2013054263/22.

(130066631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Tasco Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 112.599.

DISSOLUTION

In the year two thousand thirteenth, on the twentieth day of March.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

"CATONY INC.", a company incorporated under the laws of Tortola (British Virgin Islands), with registered office at Akara Building, 24, De Castro Street, Wickhams Cay, Road Town, Tortola (British Virgin Islands), and registered with the Register of Tortola under number 461593, (the "Sole Shareholder"),

represented by Sophie GIALLOMBARDO, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on March 19th, 2013,

Such proxy after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

The appearing party is the Sole Shareholder of "TASCO INVEST S.A.", having its registered office at L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, incorporated pursuant to a deed of Maître Paul FRIEDERS, notary residing in Luxembourg, on November 29th, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 490 on March 8th, 2006,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, Section B, under the number 112.599.

The subscribed capital of the company is set twelve thirty one thousand euro (EUR 31,000.-), represented by three hundred and ten (310) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, fully paid up.

The appearing party, represented as aforesaid, is the sole shareholder of the Company and declares expressly to dissolve and liquidate the Company with immediate effect.

The appearing party, represented as aforesaid, declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and of the financial standing of the Company.

Being the sole shareholder of the shares and liquidator of the Company the appearing party, represented as here above, declares that all assets have been realised, and property of all assets will be transferred to the sole shareholder that any and all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for. Regarding any eventual liability presently unknown to the Company and not paid until the date of dissolution, the sole shareholder, irrevocably assumes the obligation to guarantee payment of any such liability, with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed.

The sole shareholder, represented as aforesaid, gives discharge to the members of the Board of Directors and statutory auditor for their mandates up to this date.

The Sole Shareholder declares to proceed with the cancellation of shares of the Company.

The corporate books and accounts of the Company will be kept for periods of five years at the registered office.

In order to perform all the formalities relating to the registrations, the publications, the cancellations, the filing and all other formalities to be performed by virtue of the present deed, all powers are granted to the bearer of an authentic copy. However, no confusion of assets and liabilities between the dissolved Company and the share capital of, or reimbursement to the sole shareholder will be possible before the end of a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) from the day of publication and subject to the non-respect by any creditor of the dissolved Company of the granting of guarantees.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be eight hundred euro (EUR 800.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt mars.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

«CATONY INC.», une société constituée sous les lois de Tortola (Iles Vierges Britanniques), ayant son siège social à Akara Building, 24, De Castro Street, Wickhams Cay, Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques), immatriculée auprès du registre de Tortola sous le numéro 461953 («l'Actionnaire Unique»),

représentée par Sophie GIALLOMBARDO, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du *, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 19 mars 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La comparante est l'Actionnaire Unique de la société anonyme «TASCO INVEST S.A», ayant son siège social au L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 490 le 8 mars 2006,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 112.599.

Le capital social de la société est de trente-et-un mille euros (31.000,-EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cents euro (100,-EUR) chacune, entièrement libérées.

La comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique actionnaire de la Société et déclare expressément de dissoudre et liquider la Société avec effet immédiat.

L'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

En agissant en qualité de liquidateur de la Société, tant qu'en qualité d'Actionnaire Unique, elle déclare que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer. Tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs deviendront la propriété de l'Actionnaire Unique, de sorte que la liquidation et dissolution de la société sont à considérer comme clôturées.

Décharge pleine et entière est accordée par la comparante, représentée comme ci-avant, aux membres du Conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

La comparante, représentée comme ci-avant, s'engage à procéder à l'annulation des titres au porteur de la Société.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué à huit cents euros (800,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. GIALLOMBARDO, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27/03/2013. Relation: LAC/2013/14133. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 26/04/2013.

Référence de publication: 2013054378/106.

(130066540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Baltin Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 112.600.

In the year two thousand thirteenth, on the twentieth day of March.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

"CATONY INC.", a company incorporated under the laws of Tortola (British Virgin Islands), with registered office at Akara Building, 24, De Castro Street, Wickhams Cay, Road Town, Tortola (British Virgin Islands), and registered with the Register of Tortola under number 461593, (the "Sole Shareholder"),

represented by Sophie GIALLOMBARDO, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on March 19th, 2013.

Such proxy after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

The appearing party is the Sole Shareholder of "BALTIM INVEST S.A.", having its registered office in L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, incorporated pursuant to a deed of Maître Paul FRIEDERS, notary residing in Luxembourg, on November 29th, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 481 on March 7th, 2006,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, Section B, under the number 112.600.

The subscribed capital of the company is set twelve thirty one thousand euro (EUR 31,000.-), represented by three hundred and ten (310) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each, fully paid up.

The appearing party, represented as aforesaid, is the sole shareholder of the Company and declares expressly to dissolve and liquidate the Company with immediate effect.

The appearing party, represented as aforesaid, declares that it has full knowledge of the articles of incorporation and of the financial standing of the Company.

Being the sole shareholder of the shares and liquidator of the Company the appearing party, represented as here above, declares that all assets have been realised, and property of all assets will be transferred to the sole shareholder that any and all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for. Regarding any eventual liability presently unknown to the Company and not paid until the date of dissolution, the sole shareholder, irrevocably assumes the obligation to guarantee payment of any such liability, with the result that the liquidation of the Company is to be considered closed.

The sole shareholder, represented as aforesaid, gives discharge to the members of the Board of Directors and statutory auditor for their mandates up to this date.

The Sole Shareholder declares to proceed with the cancellation of shares of the Company.

The corporate books and accounts of the Company will be kept for periods of five years at the registered office.

In order to perform all the formalities relating to the registrations, the publications, the cancellations, the filing and all other formalities to be performed by virtue of the present deed, all powers are granted to the bearer of an authentic copy. However, no confusion of assets and liabilities between the dissolved Company and the share capital of, or reimbursement to the sole shareholder will be possible before the end of a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) from the day of publication and subject to the non-respect by any creditor of the dissolved Company of the granting of guarantees.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be eight hundred euro (EUR 800.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt mars.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

«CATONY INC.», une société constituée sous les lois de Tortola (Iles Vierges Britanniques), ayant son siège social à Akara Building, 24, De Castro Street, Wickhams Cay, Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques), immatriculée auprès du registre de Tortola sous le numéro 461593 («l'Actionnaire Unique»),

représentée par Sophie GIALLOMBARDO, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du *, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 19 mars 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La comparante est l'Actionnaire Unique de la société anonyme «BALTIN INVEST S.A», ayant son siège social au L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 481 le 7 mars 2006,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 112.600.

Le capital social de la société est de trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cents euro (100,- EUR) chacune, entièrement libérées.

La comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique actionnaire de la Société et déclare expressément de dissoudre et liquider la Société avec effet immédiat.

L'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

En agissant en qualité de liquidateur de la Société, tant qu'en qualité d'Actionnaire Unique, elle déclare que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer. Tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs deviendront la propriété de l'Actionnaire Unique, de sorte que la liquidation et dissolution de la société sont à considérer comme clôturées.

Décharge pleine et entière est accordée par la comparante, représentée comme ci-avant, aux membres du Conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

La comparante, représentée comme ci-avant, s'engage à procéder à l'annulation des titres au porteur de la Société.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

62804

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué à huit cents euros (800,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. GIALLOMBARDO, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27/03/2013. Relation: LAC/2013/14134. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros)

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 26/04/2013.

Référence de publication: 2013054542/105.

(130067311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Dealis Fund Operations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 143.499.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.05.2013.

Holger Hildebrandt / Eugen Lehnertz.

Référence de publication: 2013069726/10.

(130086275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Altraplan Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 55.381.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 476 du 24 septembre 1996.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Altraplan Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2013054502/15.

(130067138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Private Estate Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 34.402.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 juin 1990, publié au

Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 483 du 29 décembre 1990.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Private Estate Lite S.A.

Signature

Référence de publication: 2013054958/15.

(130067139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Henderson Diversified Growth, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 154.372.

In the year two thousand and thirteen,
on the twenty-ninth day of the month of April.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "HENDERSON DIVERSIFIED GROWTH" (RCS section B number 154 372), a société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé (SICAV-FIS) established and having its current registered office at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, incorporated pursuant to a notarial deed enacted by the undersigned notary on 16 July 2010, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), on 04 August 2010, number 1584, the Articles of Incorporation of which has been amended for the last time pursuant to a rectification deed of the undersigned notary on 26 July 2010, published in the Mémorial, on 09 August 2010, number 1608.

The Meeting was declared open at 11.00 a.m. and was presided over by Mrs Eleanor LEVER, employee, professionally residing in Luxembourg.

The Chairman appointed as secretary Mrs JeanAnne YELVERTON, employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Joel DAVIDSON, employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the Agenda of the Meeting is the following:

1. To amend article 4 to replace the references to "Hesperange" by references to "Luxembourg" and to resolve that the registered office of the Company shall be transferred to L-2530 Gasperich, 4a rue Henri Schnadt, Grand Duchy of Luxembourg.

2. To decide that the articles of incorporation of the Company shall be worded solely in English and not be followed by a French translation.

3. That the effective date of change is April 29, 2013.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on a attendance-list, which, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the members of the board of the Meeting and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

III. That the shareholders were convened to the Meeting by way of registered letters sent to them on 18 April 2013.

IV. It appears from said attendance-list that out of ninety-five million three hundred sixty-six thousand two hundred and one point fifty-two (95'366'201.52) shares in issue and in circulation, ninety-one million nine hundred fifty-nine thousand two hundred and one point fifty-two (91'959'201.52) shares are duly represented at this Meeting which is therefore regularly constituted and can validly decide on the items of the agenda, the quorum of shareholders present or represented imposed by law and by the Articles of Incorporation being reached.

After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the Meeting, the Meeting proceeded to the agenda.

The Meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote of the members of the Meeting the following resolutions, each time at a majority vote of more than two-thirds as detailed in the attendance list:

First resolution

The Meeting RESOLVES to transfer, with immediate effect, the registered office of the Company, from its current address: 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange to 4a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Gasperich.

Second resolution

In order to reflect such change of the registered office, the Meeting RESOLVES to amend Article four (4) of the Company's Articles of Incorporation to read as follows:

Art. 4. “The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the “Board of Directors”).

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.”

Third resolution

The Meeting RESOLVES that the Company’s Articles of Incorporation shall be worded solely in English and not be followed by a French translation.

Fourth resolution

The Meeting RESOLVES to approve the date of 29 April 2013, as effective date of said changes.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is only worded in English.

There being no further item on the agenda, the meeting was then closed at 11.30 a.m. and these minutes signed by the members of the Board of the Meeting and by Us the undersigned notary.

Signé: E. LEVER, JA YELVERTON, J. DAVISON, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 2 mai 2013. Relation: EAC/2013/5758. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013060210/73.

(130073825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2013.

LFIS Perspective, Société Anonyme sous la forme d’une SICAV - Fonds d’Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 177.527.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth day of May.

Before Maître Gérard LECUIT, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

La Française AM International, a company incorporated in October 14th, 1985,

having its registered office at 4A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 23.447,

here represented by Mrs Gwennoline d’Avout, employee, having her professional address in Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt, by virtue of a proxy given under private seal, dated 13th May 2013; hereinafter referred to as the “Party”.

The above mentioned proxy, being initialed ne varietur by the appearing party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has, in the capacity of which it acts, requested the notary to draw up the following articles of Association (the “Articles of Association”) of a public limited company (“société anonyme”) (the “Company”), the incorporation of which such party has approved.

Art. 1. Form. There is hereby formed among the subscriber(s) and all persons who may become holder of shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company (“société anonyme”), formed as an investment company with variable capital (“SICAV”) and Specialized Investment Fund, governed by the present Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 (the “1915 Law”) and the law on Specialized Investment Funds of 13 February 2007 (the “2007 Law”).

Art. 2. Name. The Company’s name is LFIS PERSPECTIVE.

Art. 3. Purpose. The Company’s exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority’s (the “CSSF”) Circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company’s private placement memorandum.

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders.

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Hesperange by decision of the board of directors (the "Board of Directors").

The Company may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad.

Art. 5. Duration. The Company is constituted for an unlimited duration.

The Company may be terminated at any time by a decision of the general meeting of shareholders in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

The life of the Company does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any of its shareholders or members of the Board of Directors.

Art. 6. Share Capital. The initial share capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into thirty one (31) fully paid up Shares, with no par value. The Company's share capital shall at any time be equal to its net asset value ("Net Asset Value"), as determined in accordance with Article twelve (12) hereafter.

The minimum subscribed capital of the Company, which must be achieved within 12 (twelve) months as from the date on which the Company has been authorized as a Specialized Investment Fund by the CSSF, shall be one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) as required by the 2007 Law.

Art. 7. The sub-funds and classes of shares. The Company is a multi-compartment structure consisting of one or several sub-funds, each one representing a specific portfolio of assets and liabilities. There is no cross liability between sub-funds. Each sub-fund is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective and policy as well as other specific features of each sub-fund will be set forth in the Company's private placement memorandum. The Board of Directors may decide to create at any time additional sub-funds or to close an existing sub-fund.

The Board of Directors may decide to issue, within each sub-fund, separate classes of shares, which may carry different rights and obligations, inter alia with regard to their distribution policy and right to revenues, their fee structure, their minimum initial subscription and holding amounts or their target investors. The specific features of the classes within each sub-fund will be set forth in the Company's private placement memorandum. The Board of Directors may create at any time additional classes or close an existing class.

Art. 8. Form of shares / Register of shareholders. Shares will only be issued in registered form. All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders. Such register shall contain the name and address of each shareholder, the number of shares held by it and, if applicable, their date of transfer.

The registration of the shareholder's name in the register of shares evidences its right of ownership over such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding. The shareholder may, at any time, change its address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares may be issued, up to three decimal places.

Art. 9. Shareholders. The holding of shares is exclusively restricted to "Well-Informed Investors" as defined in the 2007 Law.

The Board of Directors shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of these Articles of Association, the private placement memorandum of the Company, the law or requirement of any country or governmental authority, or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. For such purposes the Board of Directors may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such share being held by a person who is precluded from holding shares of the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a person who is precluded from holding shares of the Company; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares of the Company is a legal or beneficial owner of shares or holds shares, cause the Company compulsorily to repurchase from any such shareholder all shares held by such shareholder.

Art. 10. Issue of shares. Whenever shares of the Company shall be offered by the Company for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be equal to (1) during the initial subscription period for the relevant class, the initial subscription price for that class, as described in the Company's private placement memorandum; and (2) after the initial subscription period, the Net Asset Value per share for the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article twelve (12) hereof and the provisions of the Company's private placement memorandum.

The initial subscription period (which may last one day) and the initial subscription price per share of each additional class or sub-fund will be determined by the Directors and described in the private placement memorandum. Upon activation of an additional class in a sub-fund, the initial subscription price per share for that class may be equal either (i) to the initial subscription price per share in a class of that sub-fund during the initial subscription period of that sub-fund or (ii) to the current Net Asset Value per share in an existing class of the sub-fund, upon decision in its sole discretion by the Board of Directors.

The Board of Directors may also decide that a subscription commission has to be paid, which the private placement memorandum may provide for, subject to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the private placement memorandum.

Allotment of shares shall be made immediately upon subscription and payment must be received by the Company within a period as determined from time to time by the Board of Directors. If payment is not received, the relevant allotment of shares may be cancelled. The Board of Directors may in its discretion determine the minimum amount of any subscription in any Class of share of any sub-fund.

Subscriptions received before a certain hour ("cut-off time") on a specific date (which does not need to be the valuation day - the "Valuation Day") as determined by the Board of Directors from time to time shall be processed at the Net Asset Value determined for the applicable Valuation Day. If subscriptions are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Day. The investor will bear any taxes or other expenses attached to the application.

The Board of Directors reserves the right to accept or refuse any application of subscription for shares in whole or in part.

Art. 11. Transfer and conversion of shares. Any transfer of shares to the existing shareholders or to any third party shall require the prior written approval of the Board of Directors and the Board of Directors may in its discretion and without indicating any reason decline to approve or register such transfer.

The Board shall not accept any transfer of shares to any transferee who may not be considered as an eligible investor within the meaning of the 2007 Law and the private placement memorandum.

The shareholder wishing to transfer its shares in the Company will be responsible for all costs associated with any attempted or realized transfer.

Shareholders are not allowed to pledge or grant a security interest in any of their shares without the prior consent of the Board of Directors.

Unless otherwise provided for within the Company's private placement memorandum, shares of a sub-fund may not be converted for shares in another sub-fund at the request of the shareholders.

Art. 12. Net Asset Value. The Net Asset Value of each class shall be determined by the Company or its agent from time to time, but subject to the provisions of the next following paragraph, in no event less than once a year, on such full bank business day or days in Luxembourg and France as the Board of Directors by resolution may direct (every such valuation day for which the Net Asset Value shall be determined will be referred to herein as "Valuation Day").

When a Valuation Day falls on a day that is not an exchange business day, then such Valuation Day shall be the next business day which is an exchange business day. An exchange business day shall mean a day other than (i) a day observed as a holiday on a stock exchange which (a) is the principal market for a significant proportion of the sub-fund(s)' investment or (b) is a market for a significant proportion of the sub-fund's investment or (ii) a day that is a holiday elsewhere and impedes the calculation of the fair market value of the investments of the sub-fund(s).

The Net Asset Value per share in each class will be expressed in the reference currency of the respective class as a per share figure, and shall be determined on each Valuation Day by dividing the value of the assets of the sub-fund properly able to be allocated to such class less the liabilities of the sub-fund properly able to be allocated to such class by the number of shares then outstanding in the class on the Valuation Day. The Net Asset Value per share of each class may be rounded up or down to the nearest two (2) decimals of the reference currency of such class of shares.

The assets of each sub-fund of the Company shall be deemed to include:

- a) all securities, debt securities, shares and units of investment funds, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company on account of such sub-fund;
- b) all cash in hand or on deposit for the account of such sub-fund, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

c) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis for the account of such sub-fund;

d) all stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Company in respect of investments of the sub-fund to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

f) all interest accrued on any interest bearing securities held by the Company for the account of the sub-fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

g) the primary expenses of the Company insofar as the same have not been fully amortized; and

h) all other assets of every kind and nature, including real estates, attributable to the sub-fund, including pre-paid expenses. For the purpose of determining the value of each sub-fund's investments and if one or more pricing sources fail to provide valuations, the central administration may rely upon valuation provided by the Board of Directors or information received from various pricing sources (including brokers, specialist(s) duly authorized to that effect by the Board of Directors). In circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations for an important part of the assets, the central administration is authorized to delay the calculation of the Net Asset Value in accordance with the Board of Directors' instructions. The Board of Directors may then decide to suspend the Net Asset Value calculation, in accordance with the procedures set out in the private placement memorandum.

The liabilities of each sub-fund of the Company shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to the Directors, administration, advisory and custodian fees;

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorized and approved by the Board of Directors; and

e) all other liabilities of each sub-fund of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company.

For the purpose of the Net Asset Value calculation:

a) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall not be deemed to be existing;

b) Shares of the Company to be redeemed shall, until paid, be deemed to be a liability of the Company;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in Euro, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value; and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

The calculation of the Net Asset Value and the issue, subscription, redemption and conversion of shares of any classes of any sub-fund may be temporarily suspended by the Board of Directors in the following circumstances:

- during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed, which is the main market or stock exchange for a significant part of the sub-fund's investments, for in which trading therein is restricted or suspended; or

- during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of a sub-fund; or it is impossible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange; or it is impossible for the Company fairly to determine the value of any assets in a sub-fund; or

- during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the sub-fund's investments or of current prices on any stock exchange; or

- when for any reason the prices of any investment owned by the sub-fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

- during the period when remittance of monies which will or may be involved in the purchase or sale of any of the sub-fund's investments cannot, in the opinion of the Board of Directors, be carried out at normal rates of exchange; or

- following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several sub-funds; or

- in all other cases in which the Board of Directors considers a suspension to be in the best interest of the shareholders.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the issue, subscription, redemption and conversion of the shares of any classes of any sub-fund shall be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify shareholders requesting redemption of their shares of such suspension. The suspension period should in principle not exceed 3 months, otherwise the Board of Directors may decide either to redeem shares or to liquidate the Company at the best interests of the shareholders.

The value of the assets of each sub-fund is determined as follows:

1. transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt with in on another market in a non-member state which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public are valued on the basis of the last known price. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be done in good faith by the Board of Directors or its delegate with a view to establish the probable sales price for such securities;

2. non-listed securities are valued on the basis of their probable sales price as determined in good faith by the Board of Directors and its delegate;

3. liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest;

4. derivatives are valued at market value.

Whenever a foreign exchange rate is needed in order to determine the Net Asset Value of a class, the applicable foreign exchange rate on the respective Valuation Day will be used.

In addition, appropriate provisions will be made to account for the charges and fees charged to the sub-funds and classes as well as accrued income on investments.

In the event it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, such as hidden credit risk, the Board of Directors is entitled to use other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of each Sub-Fund's total assets.

Art. 13. Redemption of shares. The Company is an open-ended Specialized Investment Fund. However, the Board of Directors may decide, depending on the investment strategy and objectives of each sub-fund, to launch closed-ended sub-funds.

Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the private placement memorandum of the Company for each sub-fund.

If so specified in the private placement memorandum, the Company may have the right, if the Board of Directors so determines and with the consent of the shareholder concerned, to satisfy payment in kind of the redemption price to any shareholder by allocating to such shareholder investments from the portfolio set up in connection with such classes of shares equal in value as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant sub-fund, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor. The cost of such transfer shall be borne by the shareholder involved.

Redemption of shares shall be made at a price, which is determined by the Board of Directors to be the fair value for the shares to be redeemed by applying the principles described in the Company's private placement memorandum. The rules relating to distributions as set forth in the Company's private placement memorandum of the Company are furthermore applicable.

The Company may decide to compulsorily redeem the shares wholly or in part in particular in the following circumstances:

a) the shares are held by shareholders not authorized to buy or own shares in the Company, i.e. a shareholder that no longer qualifies as "Well-Informed Investor" as defined in the 2007 Law or such shareholder (or an Affiliate of the same) that becomes a U.S. person as referred to in the Company's private placement memorandum;

b) in the event that a shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation;

c) in case of liquidation or merger of sub-funds or classes of shares;

d) in order to distribute the proceeds of realization of investments;

e) in all other circumstances as the Board of Directors may deem appropriate in accordance with the terms and conditions set out in the Company's private placement memorandum.

Redemption prices shall be calculated according to principles laid down in the private placement memorandum. Except in the cases c) and d) above the Board of Directors may impose such penalty as it deems fair and appropriate.

All redeemed shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

Art. 14. Board of Directors. The Company will be managed by the Board of Directors of the Company, composed of not less than three (3) members; members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and shall hold office until their successor are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority of vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the shareholders.

Art. 15. Chairman. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman (the "Chairman") and may choose from among its members one or more vice-chairmen ("Vice-Chairmen"). It may also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors

and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director or an officer of the Company as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint the officers of the Company, including an investment manager or other officers considered necessary for the operation and management of the Company, who need not to be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax or any other similar or electronic communication means from each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy, which appointment shall be in writing or in form of a cable, telegram, telex, telefax or any other similar or electronic communication means.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone link or telephone conference, provided that the vote be confirmed in writing or in form of a cable, telegram, telex, telefax or any other similar or electronic communication means. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, cable, telegram, telex, telefax or any other similar or electronic communication means.

Art. 16. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two (2) Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two (2) Directors or the secretary or an assistant secretary.

Art. 17. Power. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board may further decide to create either at the level of the Company or for a specific sub-fund any committee the members of which need not be Directors. The Board shall organize such committee functioning and determine the powers of their members as further described in the private placement memorandum of the Company.

Art. 19. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such

opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 20. Signature. The Company shall be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the individual signature(s) of any duly authorised Director or officer of the Company or by the individual signature of the Chairman or any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 21. Indemnification. The Company will indemnify any Director, agent of the Company, officer or member of any committee referred to above and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director, agent, officer or member of any committee of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 22. General meetings of shareholders. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. It may also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

Upon request of shareholders representing at least one tenth of the share capital, one or more new items shall be added to the agenda of any general meeting of shareholders. Such demand shall be addressed to the registered office of the Company by registered mail at least five (5) days before such meeting.

The annual meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, on the third Friday of May each year at 11:30 am Luxembourg time.

If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual meeting shall be held on the next banking day.

Other meetings of shareholders, including meetings of shareholders of one specific sub-fund or class of shares, may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits provided by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company unless otherwise provided herein.

Any shareholder may participate in a general meeting of shareholders by video conference, or by conference call or similar means of communication equipment which enables his/her identification and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting. The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each whole share of the Company is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing or by cable, telex, facsimile transmission or any other similar or electronic communication means, who need not be a shareholder and who may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the Articles, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds of the votes validly cast.

Art. 23. Financial Year. The Company's financial year begins on December 1st and closes on November 30 of the following year.

Art. 24. Accounts. Each year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company. The annual accounts shall be approved by the annual general meeting of shareholders upon proposal of the Board of Directors. The accounts shall be expressed in Euro.

Art. 25. Supervision. The operations of the Company and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a «réviseur d'entreprises agréé» who shall be appointed by the shareholders for a renewable term of one (1) year. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor

is appointed. The independent auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law. The independent auditor may only be removed by the Board of Directors on serious grounds.

Art. 26. Distribution. Subject to permitted reinvestments, and the requirements of Luxembourg law, distributions shall be payable by the Company on its shares upon decision by the Board of Directors in accordance with the Company's private placement memorandum.

No distribution may be made if after the declaration of such Distribution the net asset value of the Company would fall below EUR 1,250,000.- (one million two hundred fifty thousand Euro).

Art. 27. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law. The custodian shall assume towards the Company and the shareholders the responsibilities set out in the 2007 Law (notably in article 16 of the 2007 Law), the custodian agreement and any other law applicable.

In the event of termination of the custodian agreement or the resignation of the custodian, the Board of Directors shall use its best endeavors to find a financial institution to act as custodian and upon doing so the Board of Directors shall appoint such financial institution to be custodian in place of the former custodian.

Art. 28. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (whether natural persons or legal entities approved by the CSSF) named pursuant to a general meeting effecting such dissolution and at which meeting the liquidators' powers and compensation shall be determined. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 1915 Law.

The net proceeds of liquidation in respect of each sub-fund or, as the case may be, of each class within each sub-fund, shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of the relevant class in proportion to their holding of such shares in such sub-fund or class, and the liquidators shall determine whether such proceeds shall be distributed in cash or kind.

If the Company's share capital (i.e. the aggregate of all sub-funds) falls below two-thirds of the minimum capital (EUR 1,250,000.-), the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to a general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by a simple majority of the validly cast votes.

If the Company's share capital falls below one quarter of the minimum capital increased by the share premium (EUR 1,250,000.-), the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to the general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by the shareholders owning one quarter of the validly cast votes.

The aforesaid meetings shall be convened within forty days of the date at which it was ascertained that the net assets fell below two-thirds or one quarter of the minimum capital, respectively. Moreover, the Company may be terminated by resolution of the general meeting in accordance with the pertinent provisions of these Articles of Association.

The resolutions of the general meeting of shareholders or of a court of law pronouncing the termination and winding-up of the Company are to be published in the Memorial and in two newspapers with sufficiently wide circulation, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. The choice of which newspapers are to carry the publication is made at the discretion of the liquidator(s).

Art. 29. Termination of sub-funds or classes of shares. The Board of Directors may decide to close one or more classes or sub-funds (having or not a limited duration) in the best interests of the shareholders, if there has been a substantial modification in the political, economic, regulatory or monetary situation pertinent to a class or sub-fund, which, in the opinion of the Board of Directors renders this decision necessary, or where such action is required in order to protect the interests of shareholders, or if for any reason whatsoever, the value of the net assets of a sub-fund falls below an amount determined in the Company's private placement memorandum and the Board of Directors determines that the interests of the shareholders of that same class or sub-fund demand such action to be taken.

The Company shall serve a notice in writing to the shareholders of the relevant class or sub-fund, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations.

The Company shall base these redemptions on the net asset value taking into account liquidation expenses.

The amounts that have not been claimed by the shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of a class or sub-fund shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

All redeemed Shares may be cancelled.

Art. 30. Contribution of sub-funds or class of shares to another sub-fund or class of shares within the Company. A sub-fund or class may be merged with another sub-fund or class of another sub-fund by decision of the Board of Directors of the Company for sub-fund or class restructuring purposes or if the value of its net assets falls below an amount that is considered by the Board of Directors as being too low to ensure an efficient management of its assets or if a change in the economic or political situation relating to the sub-fund or class concerned would justify such merger or if necessary in the interests of the shareholders or the Company. Notice of the merger will be given in writing to registered shareholders. Each shareholder of the relevant sub-fund or class shall be given the possibility within a period to be determined

by the Board of Directors, but not being less than one month, and published in said newspapers to request, free of any charge, the repurchase or conversion of its shares. At the close of such period, the contribution shall be binding for all shareholders who did not request a redemption or a conversion.

Art. 31. Contribution of sub-funds or class of shares to another sub-fund or class of shares of another investment fund. A sub-fund or class may be contributed to another Luxembourg investment fund by decision of the Board of Directors of the Company in the event of special circumstances beyond its control such as political, economic or military emergencies or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a sub-fund or class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of the shareholders, that a sub-fund or class should be contributed to another fund. In such events, notice will be given in writing to shareholders. Each shareholder of the relevant sub-fund or class shall be given the possibility within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, to request, free of any charge, the repurchase or conversion of its shares. At the close of such period, the contribution shall be binding for all shareholders who did not request a redemption or a conversion. In the case of a contribution to a mutual fund, however, the contribution will be binding only on shareholders who expressly agreed to the contribution.

When a sub-fund or class is contributed to another Luxembourg investment fund, the valuation of the sub-fund's assets shall be verified by the auditor of the Fund who shall issue a written report at the time of the contribution.

A sub-fund may exclusively be contributed to a foreign undertaking for collective investment with the unanimous approval of the shareholders of the relevant sub-fund or under the condition that only the assets of the consenting shareholders shall be so contributed.

Art. 32. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Art. 33. Definitions and Interpretation. References to articles are to the Articles of these Articles of Association. Words importing gender include each gender. References to persons include bodies corporate, firms and unincorporated associations. The singular includes the plural and vice versa. Headings of articles are included for convenience only and do not affect their interpretation. References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it. Any reference to the Company, the Board of Directors, agents, etc, includes a reference to its or their duly authorized agents or delegates.

Transitional measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date hereof and end on 30 November 2013.

The first annual general meeting shall be held in 2014, the 16th of May at 11:30 a.m. Luxembourg time.

Subscription and Payment

The initial capital of the Company amounts to thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) and has been subscribed as follows:

La Française AM International, above mentioned, thirty one (31) shares.

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the 1915 Law, and confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to two thousand five hundred euros (EUR 2,500.-).

General meeting of shareholders

The appearing party, representing the entire subscribed share capital and considering itself as validly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of the shareholders of the Company.

Having first verified that it was regularly constituted, the appearing party has passed the following resolutions and with the approval of the Board of Directors:

First resolution

The following persons are elected as member of the Board of Directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2014:

- Mr Pierre Lasserre, born on January 10, 1948 in Casablanca (Morocco) and residing professionally at 173, boulevard Haussmann, F-75008 Paris (F); and
- Mme Isabelle Kintz, born on 2 February 1966 in Longueil-Annel and residing at F-57570 Rodemack, 19B, rue de la Grotte aux Loups; and
- Mr Sofiane Hajtaieb, born on December 11, 1970 in Sfax (Tunisia) and residing professionally at 173, boulevard Haussmann, F-75008 Paris (F).

Second resolution

The address of the registered office of the Company is set at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg

Third resolution

Has been elected as approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the annual general meeting of shareholders to be held in 2014:

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.477.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26 (2) of the 2007 Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: G. D'AVOUT, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 17 mai 2013. Relation: LAC/2013/22739. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013069951/510.

(130085914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Datogon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 127.767.

Frau Marion Spielmann (Mainzer Landstraße 16, D-60325 Frankfurt am Main) wurde zum 2. Mai 2013 bis zum Ablauf des Mandats mit der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2017 zur stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrates gewählt.

Luxembourg, den 15. Mai 2013.

Datogon S.A.

Wolfgang Dürr / Katja Wilbert

Référence de publication: 2013069725/13.

(130086252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Espirito Santo Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 13.634.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 décembre 2012.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013069774/11.

(130086330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

LFIS Vision, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 177.538.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth day of May.

Before Maître Gérard LECUIT, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

La Française AM International, a company incorporated in October 14th, 1985, having its registered office at 4A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 23.447, here represented by Mrs Gwennoline d'Avout, employee, having her professional address in Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt, by virtue of a proxy given under private seal, dated 13th May 2013; hereinafter referred to as the "Party".

The above mentioned proxy, being initialed ne varietur by the appearing party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has, in the capacity of which it acts, requested the notary to draw up the following articles of Association (the "Articles of Association") of a public limited company ("société anonyme") (the "Company"), the incorporation of which such party has approved.

Art. 1. Form. There is hereby formed among the subscriber(s) and all persons who may become holder of shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company ("société anonyme"), formed as an investment company with variable capital ("SICAV") and Specialized Investment Fund, governed by the present Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 (the "1915 Law") and the law on Specialized Investment Funds of 13 February 2007 (the "2007 Law").

Art. 2. Name. The Company's name is LFIS VISION.

Art. 3. Purpose. The Company's exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority's (the "CSSF") Circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company's private placement memorandum.

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders.

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Hesperange by decision of the board of directors (the "Board of Directors").

The Company may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad.

Art. 5. Duration. The Company is constituted for an unlimited duration.

The Company may be terminated at any time by a decision of the general meeting of shareholders in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

The life of the Company does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any of its shareholders or members of the Board of Directors.

Art. 6. Share Capital. The initial share capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into thirty one (31) fully paid up Shares, with no par value. The Company's share capital shall at any time be equal to its net asset value ("Net Asset Value"), as determined in accordance with Article twelve (12) hereafter.

The minimum subscribed capital of the Company, which must be achieved within 12 (twelve) months as from the date on which the Company has been authorized as a Specialized Investment Fund by the CSSF, shall be one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) as required by the 2007 Law.

Art. 7. The sub-funds and classes of shares. The Company is a multi-compartment structure consisting of one or several sub-funds, each one representing a specific portfolio of assets and liabilities. There is no cross liability between sub-funds.

Each sub-fund is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective and policy as well as other specific features of each sub-fund will be set forth in the Company's private placement memorandum. The Board of Directors may decide to create at any time additional sub-funds or to close an existing sub-fund.

The Board of Directors may decide to issue, within each sub-fund, separate classes of shares, which may carry different rights and obligations, inter alia with regard to their distribution policy and right to revenues, their fee structure, their minimum initial subscription and holding amounts or their target investors. The specific features of the classes within each sub-fund will be set forth in the Company's private placement memorandum. The Board of Directors may create at any time additional classes or close an existing class.

Art. 8. Form of shares / Register of shareholders. Shares will only be issued in registered form. All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders. Such register shall contain the name and address of each shareholder, the number of shares held by it and, if applicable, their date of transfer.

The registration of the shareholder's name in the register of shares evidences its right of ownership over such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding. The shareholder may, at any time, change its address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares may be issued, up to three decimal places.

Art. 9. Shareholders. The holding of shares is exclusively restricted to "Well-Informed Investors" as defined in the 2007 Law.

The Board of Directors shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of these Articles of Association, the private placement memorandum of the Company, the law or requirement of any country or governmental authority, or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. For such purposes the Board of Directors may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such share being held by a person who is precluded from holding shares of the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a person who is precluded from holding shares of the Company; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares of the Company is a legal or beneficial owner of shares or holds shares, cause the Company compulsorily to repurchase from any such shareholder all shares held by such shareholder.

Art. 10. Issue of shares. Whenever shares of the Company shall be offered by the Company for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be equal to (1) during the initial subscription period for the relevant class, the initial subscription price for that class, as described in the Company's private placement memorandum; and (2) after the initial subscription period, the Net Asset Value per share for the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article twelve (12) hereof and the provisions of the Company's private placement memorandum.

The initial subscription period (which may last one day) and the initial subscription price per share of each additional class or sub-fund will be determined by the Directors and described in the private placement memorandum. Upon activation of an additional class in a sub-fund, the initial subscription price per share for that class may be equal either (i) to the initial subscription price per share in a class of that sub-fund during the initial subscription period of that sub-fund or (ii) to the current Net Asset Value per share in an existing class of the sub-fund, upon decision in its sole discretion by the Board of Directors.

The Board of Directors may also decide that a subscription commission has to be paid, which the private placement memorandum may provide for, subject to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the private placement memorandum.

Allotment of shares shall be made immediately upon subscription and payment must be received by the Company within a period as determined from time to time by the Board of Directors. If payment is not received, the relevant allotment of shares may be cancelled. The Board of Directors may in its discretion determine the minimum amount of any subscription in any Class of share of any sub-fund.

Subscriptions received before a certain hour ("cut-off time") on a specific date (which does not need to be the valuation day - the "Valuation Day") as determined by the Board of Directors from time to time shall be processed at the Net Asset Value determined for the applicable Valuation Day. If subscriptions are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Day. The investor will bear any taxes or other expenses attached to the application.

The Board of Directors reserves the right to accept or refuse any application of subscription for shares in whole or in part.

Art. 11. Transfer and conversion of shares. Any transfer of shares to the existing shareholders or to any third party shall require the prior written approval of the Board of Directors and the Board of Directors may in its discretion and without indicating any reason decline to approve or register such transfer.

The Board shall not accept any transfer of shares to any transferee who may not be considered as an eligible investor within the meaning of the 2007 Law and the private placement memorandum.

The shareholder wishing to transfer its shares in the Company will be responsible for all costs associated with any attempted or realized transfer.

Shareholders are not allowed to pledge or grant a security interest in any of their shares without the prior consent of the Board of Directors.

Unless otherwise provided for within the Company's private placement memorandum, shares of a sub-fund may not be converted for shares in another sub-fund at the request of the shareholders.

Art. 12. Net asset value. The Net Asset Value of each class shall be determined by the Company or its agent from time to time, but subject to the provisions of the next following paragraph, in no event less than once a year as at 31 December, on such full bank business day or days in Luxembourg and France as the Board of Directors by resolution may direct (every such valuation day for which the Net Asset Value shall be determined will be referred to herein as "Valuation Day").

When a Valuation Day falls on a day that is not an exchange business day, then such Valuation Day shall be the next business day which is an exchange business day. An exchange business day shall mean a day other than (i) a day observed as a holiday on a stock exchange which (a) is the principal market for a significant proportion of the sub-fund(s)' investment or (b) is a market for a significant proportion of the sub-fund's investment or (ii) a day that is a holiday elsewhere and impedes the calculation of the fair market value of the investments of the sub-fund(s).

The Net Asset Value per share in each class will be expressed in the reference currency of the respective class as a per share figure, and shall be determined on each Valuation Day by dividing the value of the assets of the sub-fund properly able to be allocated to such class less the liabilities of the sub-fund properly able to be allocated to such class by the number of shares then outstanding in the class on the Valuation Day. The Net Asset Value per share of each class may be rounded up or down to the nearest two (2) decimals of the reference currency of such class of shares.

The assets of each sub-fund of the Company shall be deemed to include:

- a) all securities, debt securities, shares and units of investment funds, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company on account of such sub-fund;
- b) all cash in hand or on deposit for the account of such sub-fund, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;
- c) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis for the account of such sub-fund;
- d) all stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Company in respect of investments of the sub-fund to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- f) all interest accrued on any interest bearing securities held by the Company for the account of the sub-fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- g) the primary expenses of the Company insofar as the same have not been fully amortized; and
- h) all other assets of every kind and nature, including real estates, attributable to the sub-fund, including pre-paid expenses. For the purpose of determining the value of each sub-fund's investments and if one or more pricing sources fail to provide valuations, the Central Administration may rely upon valuation provided by the Board of Directors or information received from various pricing sources (including brokers, specialist(s) duly authorized to that effect by the Board of Directors). In circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations for an important part of the assets, the Central Administration is authorized to delay the calculation of the Net Asset Value in accordance with the Board of Directors' instructions. The Board of Directors may then decide to suspend the Net Asset Value calculation, in accordance with the procedures set out in the private placement memorandum.

The liabilities of each sub-fund of the Company shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to the Directors, administration, advisory and custodian fees;
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorized and approved by the Board of Directors; and

e) all other liabilities of each sub-fund of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company.

For the purpose of the Net Asset Value calculation:

- a) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall not be deemed to be existing;
- b) Shares of the Company to be redeemed shall, until paid, be deemed to be a liability of the Company;
- c) All investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in Euro, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value; and
- d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

The calculation of the Net Asset Value and the issue, subscription, redemption and conversion of shares of any classes of any sub-fund may be temporarily suspended by the Board of Directors in the following circumstances:

- during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed, which is the main market or stock exchange for a significant part of the sub-fund's investments, for in which trading therein is restricted or suspended; or
- during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of a sub-fund; or it is impossible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange; or it is impossible for the Company fairly to determine the value of any assets in a sub-fund; or
- during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the sub-fund's investments or of current prices on any stock exchange; or
- when for any reason the prices of any investment owned by the sub-fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or
- during the period when remittance of monies which will or may be involved in the purchase or sale of any of the sub-fund's investments cannot, in the opinion of the Board of Directors, be carried out at normal rates of exchange; or
- following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several sub-funds; or
- in all other cases in which the Board of Directors considers a suspension to be in the best interest of the shareholders.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the issue, subscription, redemption and conversion of the shares of any classes of any sub-fund shall be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify shareholders requesting redemption of their shares of such suspension. The suspension period should in principle not exceed 3 months, otherwise the Board of Directors may decide either to redeem shares or to liquidate the Company at the best interests of the shareholders.

The value of the assets of each sub-fund is determined as follows:

1. transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt with in on another market in a non-member state which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public are valued on the basis of the last known price. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be done in good faith by the Board of Directors or its delegate with a view to establish the probable sales price for such securities;
2. non-listed securities are valued on the basis of their probable sales price as determined in good faith by the Board of Directors and its delegate;
3. liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest;
4. derivatives are valued at market value.

Whenever a foreign exchange rate is needed in order to determine the Net Asset Value of a class, the applicable foreign exchange rate on the respective Valuation Day will be used.

In addition, appropriate provisions will be made to account for the charges and fees charged to the sub-funds and classes as well as accrued income on investments.

In the event it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, such as hidden credit risk, the Board of Directors is entitled to use other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of each Sub-Fund's total assets.

Art. 13. Redemption of shares. The Company is an open-ended Specialized Investment Fund. However, the Board of Directors may decide, depending on the investment strategy and objectives of each sub-fund, to launch closed-ended sub-funds.

Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the private placement memorandum of the Company for each sub-fund.

If so specified in the private placement memorandum, the Company may have the right, if the Board of Directors so determines and with the consent of the shareholder concerned, to satisfy payment in kind of the redemption price to any shareholder by allocating to such shareholder investments from the portfolio set up in connection with such classes of shares equal in value as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant sub-fund, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor. The cost of such transfer shall be borne by the shareholder involved.

Redemption of shares shall be made at a price, which is determined by the Board of Directors to be the fair value for the shares to be redeemed by applying the principles described in the Company's private placement memorandum. The rules relating to distributions as set forth in the Company's private placement memorandum of the Company are furthermore applicable.

The Company may decide to compulsorily redeem the shares wholly or in part in particular in the following circumstances:

a) the shares are held by shareholders not authorized to buy or own shares in the Company, i.e. a shareholder that no longer qualifies as "Well-Informed Investor" as defined in the 2007 Law or such shareholder (or an Affiliate of the same) that becomes a U.S. person as referred to in the Company's private placement memorandum;

b) in the event that a shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation;

c) in case of liquidation or merger of sub-funds or classes of shares;

d) in order to distribute the proceeds of realization of investments;

e) in all other circumstances as the Board of Directors may deem appropriate in accordance with the terms and conditions set out in the Company's private placement memorandum.

Redemption prices shall be calculated according to principles laid down in the private placement memorandum. Except in the cases c) and d) above the Board of Directors may impose such penalty as it deems fair and appropriate.

All redeemed shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

Art. 14. Board of Directors. The Company will be managed by the Board of Directors of the Company, composed of not less than three (3) members; members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and shall hold office until their successor are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority of vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the shareholders.

Art. 15. Chairman. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman (the "Chairman") and may choose from among its members one or more vice-chairmen ("Vice-Chairmen"). It may also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director or an officer of the Company as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint the officers of the Company, including an investment manager or other officers considered necessary for the operation and management of the Company, who need not to be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax or any other similar or electronic communication means from each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy, which appointment shall be in writing or in form of a cable, telegram, telex, telefax or any other similar or electronic communication means.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone link or telephone conference, provided that the vote be confirmed in writing or in form of a cable, telegram, telex, telefax or any other similar or

electronic communication means. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, cable, telegram, telex, telefax or any other similar or electronic communication means.

Art. 16. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two (2) Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two (2) Directors or the secretary or an assistant secretary.

Art. 17. Power. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board may further decide to create either at the level of the Company or for a specific sub-fund any committee the members of which need not be Directors. The Board shall organize such committee functioning and determine the powers of their members as further described in the private placement memorandum of the Company.

Art. 19. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 20. Signature. The Company shall be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the individual signature(s) of any duly authorised Director or officer of the Company or by the individual signature of the Chairman or any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 21. Indemnification. The Company will indemnify any Director, agent of the Company, officer or member of any committee referred to above and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director, agent, officer or member of any committee of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 22. General meetings of shareholders. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. It may also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

Upon request of shareholders representing at least one tenth of the share capital, one or more new items shall be added to the agenda of any general meeting of shareholders. Such demand shall be addressed to the registered office of the Company by registered mail at least five (5) days before such meeting.

The annual meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, on the third Friday of May each year at 11 a.m. Luxembourg time.

If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual meeting shall be held on the next banking day.

Other meetings of shareholders, including meetings of shareholders of one specific sub-fund or class of shares, may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits provided by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company unless otherwise provided herein.

Any shareholder may participate in a general meeting of shareholders by video conference, or by conference call or similar means of communication equipment which enables his/her identification and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting. The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each whole share of the Company is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing or by cable, telex, facsimile transmission or any other similar or electronic communication means, who need not be a shareholder and who may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the Articles, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds of the votes validly cast.

Art. 23. Financial Year. The Company's financial year begins on December 1st and closes on November 30 of the following year.

Art. 24. Accounts. Each year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company. The annual accounts shall be approved by the annual general meeting of shareholders upon proposal of the Board of Directors. The accounts shall be expressed in Euro.

Art. 25. Supervision. The operations of the Company and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a "réviseur d'entreprises agréé" who shall be appointed by the shareholders for a renewable term of one (1) year. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor is appointed. The independent auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law. The independent auditor may only be removed by the Board of Directors on serious grounds.

Art. 26. Distribution. Subject to permitted reinvestments, and the requirements of Luxembourg law, distributions shall be payable by the Company on its shares upon decision by the Board of Directors in accordance with the Company's private placement memorandum.

No distribution may be made if after the declaration of such Distribution the net asset value of the Company would fall below EUR 1,250,000.- (one million two hundred fifty thousand Euro).

Art. 27. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law. The custodian shall assume towards the Company and the shareholders the responsibilities set out in the 2007 Law (notably in article 16 of the 2007 Law), the custodian agreement and any other law applicable.

In the event of termination of the custodian agreement or the resignation of the custodian, the Board of Directors shall use its best endeavors to find a financial institution to act as custodian and upon doing so the Board of Directors shall appoint such financial institution to be custodian in place of the former custodian.

Art. 28. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (whether natural persons or legal entities approved by the CSSF) named pursuant to a general meeting effecting such dissolution and at which meeting the liquidators' powers and compensation shall be determined. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 1915 Law.

The net proceeds of liquidation in respect of each sub-fund or, as the case may be, of each class within each sub-fund, shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of the relevant class in proportion to their holding of such shares in such sub-fund or class, and the liquidators shall determine whether such proceeds shall be distributed in cash or kind.

If the Company's share capital (i.e. the aggregate of all sub-funds) falls below two-thirds of the minimum capital (EUR 1,250,000.-), the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to a general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by a simple majority of the validly cast votes.

If the Company's share capital falls below one quarter of the minimum capital increased by the share premium (EUR 1,250,000.-), the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to the general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by the shareholders owning one quarter of the validly cast votes.

The aforesaid meetings shall be convened within forty days of the date at which it was ascertained that the net assets fell below two-thirds or one quarter of the minimum capital, respectively. Moreover, the Company may be terminated by resolution of the general meeting in accordance with the pertinent provisions of these Articles of Association.

The resolutions of the general meeting of shareholders or of a court of law pronouncing the termination and winding-up of the Company are to be published in the Memorial and in two newspapers with sufficiently wide circulation, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. The choice of which newspapers are to carry the publication is made at the discretion of the liquidator(s).

Art. 29. Termination of sub-funds or classes of shares. The Board of Directors may decide to close one or more classes or sub-funds (having or not a limited duration) in the best interests of the shareholders, if there has been a substantial modification in the political, economic, regulatory or monetary situation pertinent to a class or sub-fund, which, in the opinion of the Board of Directors renders this decision necessary, or where such action is required in order to protect the interests of shareholders, or if for any reason whatsoever, the value of the net assets of a sub-fund falls below an amount determined in the Company's private placement memorandum and the Board of Directors determines that the interests of the shareholders of that same class or sub-fund demand such action to be taken.

The Company shall serve a notice in writing to the shareholders of the relevant class or sub-fund, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations.

The Company shall base these redemptions on the net asset value taking into account liquidation expenses.

The amounts that have not been claimed by the shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of a class or sub-fund shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

All redeemed Shares may be cancelled.

Art. 30. Contribution of sub-funds or class of shares to another sub-fund or class of shares within the Company. A sub-fund or class may be merged with another sub-fund or class of another Sub-fund by decision of the Board of Directors of the Company for sub-fund or Class restructuring purposes or if the value of its net assets falls below an amount that is considered by the Board of Directors as being too low to ensure an efficient management of its assets or if a change in the economic or political situation relating to the sub-fund or class concerned would justify such merger or if necessary in the interests of the shareholders or the Company. Notice of the merger will be given in writing to registered Shareholders. Each shareholder of the relevant sub-fund or class shall be given the possibility within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, and published in said newspapers to request, free of any charge, the repurchase or conversion of its Shares. At the close of such period, the contribution shall be binding for all shareholders who did not request a redemption or a conversion.

Art. 31. Contribution of sub-funds or class of shares to another sub-fund or class of shares of another investment fund. A sub-fund or class may be contributed to another Luxembourg investment fund by decision of the Board of Directors of the Company in the event of special circumstances beyond its control such as political, economic or military emergencies or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a sub-fund or class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of the shareholders, that a sub-fund or class should be contributed to another fund. In such events, notice will be given in writing to shareholders. Each shareholder of the relevant sub-fund or class shall be given the possibility within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, to request, free of any charge, the repurchase or conversion of its shares. At the close of such period, the contribution shall be binding for all shareholders who did not request a redemption or a conversion. In the case of a contribution to a mutual fund, however, the contribution will be binding only on shareholders who expressly agreed to the contribution.

When a sub-fund or class is contributed to another Luxembourg investment fund, the valuation of the sub-fund's assets shall be verified by the auditor of the Fund who shall issue a written report at the time of the contribution.

A sub-fund may exclusively be contributed to a foreign undertaking for collective investment with the unanimous approval of the shareholders of the relevant sub-fund or under the condition that only the assets of the consenting shareholders shall be so contributed.

Art. 32. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Art. 33. Definitions and Interpretation. References to articles are to the Articles of these Articles of Association. Words importing gender include each gender. References to persons include bodies corporate, firms and unincorporated

associations. The singular includes the plural and vice versa. Headings of articles are included for convenience only and do not affect their interpretation. References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it. Any reference to the Company, the Board of Directors, agents, etc, includes a reference to its or their duly authorized agents or delegates.

Transitional measures

- Exceptionally, the first financial year shall begin on the date hereof and end on 30 November 2013.
- The first annual general meeting shall be held in 2014, the 16th of May at 11 a.m. Luxembourg time.

Subscription and Payment

The initial capital of the Company amounts to thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) and has been subscribed as follows:

La Française AM International, above mentioned, thirty one (31) shares.

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the 1915 Law, and confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to two thousand five hundred euros (EUR 2,500.-).

General meeting of shareholders

The appearing party, representing the entire subscribed share capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold a general meeting of the shareholders of the Company.

Having first verified that it was regularly constituted, the appearing party has passed the following resolutions and with the approval of the Board of Directors:

First resolution

The following persons are elected as member of the Board of Directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2014:

- Mr Pierre Lasserre, born on January 10, 1948 in Casablanca (Morocco) and residing professionally at 173, boulevard Haussmann, F-75008 Paris (F); and
- Mr Philippe Verdier, born on August 16, 1964 in Rouen (F) and residing professionally at 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg; and
- Mr Alain Gerbaldi, born on January 27, 1948 in Paris (F) and residing professionally at 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg; and
- Mr Sofiane Hajtaieb, born on December 11, 1970 in Sfax (Tunisia) and residing professionally at 173, boulevard Haussmann, F-75008 Paris (F).

Second resolution

The address of the registered office of the Company is set at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

Has been elected as approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the annual general meeting of shareholders to be held in 2014:

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.477.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26 (2) of the 2007 Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: G. D'AVOUT, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 17 mai 2013. Relation: LAC/2013/22740. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013069952/513.

(130086302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Roturo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 38, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.069.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre am 10.05.2013

Beschlussfassung:

- Die Mandate der amtierenden Mitglieder des Verwaltungsrates – der Herren Wolfgang Dürr, Patrick Weydert und Gerd Kiefer – laufen am Ende der heutigen ordentlichen Generalversammlung aus.
- Die ordentliche Generalversammlung bestellt die Herren Wolfgang Dürr, Patrick Weydert und Gerd Kiefer (Geschäftsadresse aller Herren: 38, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg) zu neuen Mitgliedern des Verwaltungsrates bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2018.
- Die Bestellung von KPMG Luxembourg Sàrl, 9. Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg) für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr wurde bereits am 20. Dezember 2012 durch die Gesellschafter beschlossen. Die Generalversammlung beschließt am heutigen Tage die Bestellung von KPMG Luxembourg Sàrl auch für die Folgejahre bis ein gegenteiliger Beschluss erfolgt.

Luxembourg, den 10. Mai 2013.

ROTURO S.A.

Patrick Weydert / Anja Müller

Référence de publication: 2013070076/21.

(130086207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

YOLE, Société Anonyme, YOLE, Société Luxembourgeoise de Réassurances, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 46.682.

L'an deux mille treize, le vingt-huit mars.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société YOLE, Société Anonyme, avec siège social à Luxembourg, 534, rue de Neudorf, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 46682.

constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 20 janvier 1994, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 196 du 19 mai 1994.

L'assemblée est ouverte à 10.15 heures sous la présidence de Monsieur Régis GALIOTTO, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

qui désigne comme secrétaire Madame Solange WOLTER, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Valérie COQUILLE, Legal Manager, demeurant professionnellement à Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Les actionnaires représentés et leur nombre d'actions figurent sur la liste de présence, signée par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné.

II. Cette liste de présence ainsi que les procurations seront annexées au présent acte, pour être soumises avec ce dernier aux formalités de l'enregistrement.

III. Il apparaît de ladite liste de présence que toutes les dix mille (10.000) actions émises dans la Société sont représentées à l'assemblée.

IV. Il apparaît de ce qui précède que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1.- Rétablissement de la mention de la valeur nominale des actions pour la fixer à cent cinquante deux euros et quarante cents (152,40 EUR).

2.- Augmentation du capital social à concurrence d'un million cinq cent mille trois cent soixante dix-huit euros (1.500.378,- EUR) pour le porter de son montant actuel d'un million cinq cent vingt-quatre mille euros (1.524.000,- EUR) à trois millions vingt quatre mille trois cent soixante dix-huit euros (3.024.378,- EUR) par l'émission de neuf mille huit cent quarante-cinq (9.845) nouvelles actions («Les Nouvelles Actions») ayant les mêmes droits que les actions existantes, d'une valeur nominale de cent cinquante deux euros et quarante cents (152,40 EUR) chacune, moyennant des versement en espèces.

3.- Souscription et libération des Nouvelles Actions.

4.- Modification de l'article 5 des statuts de la Société, afin notamment de refléter l'augmentation de capital et d'avoir la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions vingt-quatre mille trois cent soixante dix-huit euros (3.024.378,- EUR), représenté par dix neuf mille huit cent quarante-cinq (19.845) actions d'une valeur nominale de cent cinquante-deux euros et quarante cents (152,40 EUR), chacune, entièrement libérées.»

5.- Suppression de la phrase suivante de l'article 15 des statuts: «Lorsque la délégation de la gestion journalière est faite à un ou plusieurs membres du conseil, l'autorisation préalable de l'assemblée générale est requise.»

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de rétablir la mention de la valeur nominale des actions pour la fixer à cent cinquante deux euros et quarante cents (152,40 EUR) par action.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un million cinq cent mille trois cent soixante dix-huit euros (1.500.378,- EUR) pour le porter de son montant actuel d'un million cinq cent vingt-quatre mille euros (1.524.000,- EUR) à trois millions vingt quatre mille trois cent soixante dix-huit euros (3.024.378,- EUR) par l'émission de neuf mille huit cent quarante-cinq (9.845) Nouvelles actions ayant les mêmes droits que les actions existantes, d'une valeur nominale de cent cinquante deux euros et quarante cents (152,40 EUR) chacune.

Troisième résolution

A la suite de quoi, les Nouvelles Actions émises par la Société ont été souscrites comme suit:

- Hexagone s.a., domiciliée Rue Sadi Carnot F-59790 RONCHIN, a déclaré souscrire 8.660 Nouvelles Actions, pour un montant total de 1.319.784,- EUR

- Kampen BV, domiciliée De Boelelaan 7, NL - 1083 HJ Amsterdam a déclaré souscrire 1.185 actions, pour un montant total de 180.594,- EUR

Ici toutes deux représentées par Madame Valérie COQUILLE, en vertu de deux procurations datées du 22 mars 2013 et du 21 mars 2013 respectivement, qui resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement.

Les Nouvelles Actions ont été intégralement libérées par Hexagone et Kampen BV pour un prix de souscription total d'un million cinq cent mille trois cent soixante dix-huit euros (1.500.378,- EUR).

La preuve de l'apport en numéraire a été montrée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide en conséquence de modifier l'article 5 des Statuts tel qu'indiqué à l'ordre du jour, à savoir:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions vingt-quatre mille trois cent soixante dix-huit euros (3.024.378,- EUR), représenté par dix neuf mille huit cent quarante-cinq (19.845) actions d'une valeur nominale de cent cinquante-deux euros et quarante cents (152,40 EUR), chacune, entièrement libérées.»

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de supprimer la phrase suivante de l'article 15 des statuts: «Lorsque la délégation de la gestion journalière est faite à un ou plusieurs membres du conseil, l'autorisation préalable de l'assemblée générale est requise.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10.30 heures.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société à deux mille cinq cents Euros (2.500,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, V. COQUILLE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 avril 2013. Relation: LAC/2013/15414. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 mai 2013.

Référence de publication: 2013070176/91.

(130085784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

HNA (Luxembourg) Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 150.264.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of March.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting on behalf of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, actually prevented, who will keep the original of the present deed.

Was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of HNA (Luxembourg) Co. S.à r.l., a private limited liability ("société à responsabilité limitée") established under the laws of Luxembourg having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 150.264 (the "Company"), incorporated on November 4, 2009, following a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on November 4, 2009, published in the Mémorial C number 180 on January 28, 2010, and which articles of association have been last amended by deed of Maître Jean SECKLER, notary prenamed, on February 11, 2013, not yet published in the Mémorial C.

There appeared:

HNA Group (Hong Kong) CO., Limited, a limited company incorporated under the laws of Hong Kong, having its registered office at Suite 6511-13, 65/F, The Center, 99 Queen's Road Central, Central, Hong Kong (the Sole Shareholder), hereby represented by Mr. Alain THILL, employee, residing professionally at L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with the deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

- that it is the Sole Shareholder of the Company;
- that the agenda of the Meeting is set as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of five thousand dollars of the United States (USD 5,000) in order to bring it from its present amount of fifty-five thousand dollars of the United States (USD 55,000), represented by fifty-five thousand (55,000) shares in registered form, having a par value of one dollar of the United States (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up, to sixty thousand dollars of the United States (USD 60,000) by way of the issuance of six thousand (5,000) shares in registered form with a nominal value of one dollar of the United States (USD 1) each;

2. Subscription for and payment of the five thousand (5,000) newly issued shares as specified under item 1 above by way of a contribution in cash in an amount of three million and twelve thousand dollars of the United States (USD 3,012,000) of which five thousand dollars of the United States (USD 5,000) shall be allocated to the share capital account of the Company and the balance to the share premium account of the Company;

3. Amendment of Article 5.1 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the increase of the share capital adopted under item 1 which shall read as follows:

" **5.1.** The Company's corporate capital is set at fifty five thousand dollars of the United States (USD 60,000) represented by sixty thousand (60,000) shares in registered form having a par value of one dollar of the United States (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up."

4. Amendment of the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company or any employee of Capita Fiduciary S.A. to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

- that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of five thousand dollars of the United States (USD 5,000) in order to bring it from its present amount of fifty-five thousand dollars of the United States (USD 55,000), represented by fifty-five thousand (55,000) shares in registered form, having a par value of one dollar of the United States (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up, to sixty thousand dollars of the United States (USD 60,000) by way of the issuance of five thousand (5,000) shares in registered form with a nominal value of one dollar of the United States (USD 1) each.

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, represented as stated above, declares to subscribe for the five thousand (5,000) newly issued shares as specified under resolution 1 above by way of a contribution in cash in an amount of three million and twelve thousand dollars of the United States (USD 3,012,000) of which five thousand dollars of the United States (USD 5,000) shall be allocated to the share capital account of the Company and the balance of three million and seven thousand dollars of the United States (USD 3,007,000) to the share premium account of the Company.

The aggregate amount of three million and twelve thousand dollars of the United States (USD 3,012,000) was forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which was given to the undersigned notary, who states it expressly.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend Article 5.1. of the Company's Articles in order to reflect the resolutions taken above, which shall henceforth read as follows:

" 5.1. The Company's corporate capital is set at sixty thousand dollars of the United States (USD 60,000) represented by sixty thousand (60,000) shares in registered form having a par value of one dollars of the United States (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company or any employee of Capita Fiduciary S.A. to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately three thousand five hundred and twenty-five Euro.

The total amount of the capital increase and the share premium is valued at EUR 2,340,281.83.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-sept mars.

Pardevant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de HNA (Luxembourg) Co. S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.264 (la «Société»), constituée suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, le 4 novembre 2009, publié au Mémorial C numéro 180 du 28 janvier 2010, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire prénommé, le 11 février 2013, non encore publié au Mémorial C.

A comparu:

HNA Group (Hong Kong) CO., Limited, une société constituée et régie par les lois de Hong Kong, ayant son siège social au Suite 6511-13, 65/F, The Center, 99 Queen's Road Central, Central, Hong Kong (l'Associé Unique), ici représentée par Monsieur Alain THILL, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- qu'il est l'Associé Unique de la Société;
- que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 5.000) afin de le porter de son montant actuel de cinquante-cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 55.000), représenté par cinquante-cinq mille (55.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, à soixante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 60.000) par l'émission de cinq mille (5.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune;

2. Souscription et libération des cinq mille (5.000) nouvelles parts sociales émises tel que mentionné au point 1. ci-avant par une contribution en numéraire d'un montant trois millions douze mille dollars des Etats Unis d'Amérique (USD 3.012.000), dont cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 5.000) seront alloués au compte de capital social de la Société et le solde au compte de prime d'émission de la Société.

3. Modification de l'article 5.1 des Statuts afin d'y refléter l'augmentation du capital social adoptée au point 1 ci-avant en lui donnant la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à cinquante-cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 60.000) représenté par cinquante-cinq mille (60.000) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

4. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société ou à tout employé de Capita Fiduciary S.A. de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

- que l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 5.000) afin de le porter de son montant actuel de cinquante-cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 55.000), représenté par cinquante-cinq mille (55.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, à soixante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 60.000) par l'émission de cinq mille (5.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune.

Souscription - Libération

Sur ces faits, l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux cinq mille (5.000) nouvelles parts sociales émises tel que mentionné au point 1. ci-avant par une contribution en numéraire d'un montant de trois millions douze mille dollars des Etats Unis d'Amérique (USD 3.012.000), dont cinq mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 5.000) seront alloués au compte du capital social de la Société et le solde de trois millions sept mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 3.007.000) au compte de prime d'émission de la Société.

Le montant trois millions douze mille dollars des Etats Unis d'Amérique (USD 3.012.000), est désormais à la libre disposition de la Société dont la preuve a été apportée au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société afin de refléter les résolutions prises ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à soixante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 60.000) représenté par soixante mille (60.000) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société ou à tout employé de Capita Fiduciary S.A. de procéder, pour le compte de la Société, à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

62830

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement trois mille cinq cent vingt-cinq euros.

Le montant total de l'augmentation du capital social et de la prime d'émission est évalué à EUR 2.340.281,83.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: Alain THILL, Joseph ELVINGER.

Enregistré à Grevenmacher, le 05 avril 2013. Relation GRE/2013/1357. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013045588/164.

(130055549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Chambre de Commerce Luxembourg-Azerbaïdjan (CCLA), Association sans but lucratif.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg F 6.945.

L'an deux mille treize, le huit mars, s'est réunie l'assemblée générale de l'association sans but lucratif «CHAMBRE DE COMMERCE LUXEMBOURG-AZERBAÏDJAN (CCLA)» inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro F 6.945.

L'Assemblée générale extraordinaire a modifié les articles suivants des statuts de la CHAMBRE DE COMMERCE LUXEMBOURG-AZERBAÏDJAN (CCLA) constituée le 23 octobre 2006, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 754 du 02 mai 2007:

« **Art. 3.** Les membres de l'association peuvent être des personnes physiques ou morales intéressées par le maintien et la promotion des relations économiques entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Azerbaïdjan. Leur nombre ne peut pas être inférieur à trois.

Leur adhésion à l'association nécessite l'accord du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'administration peut désigner comme membre d'honneur toute personne physique ou morale. Les membres d'honneur jouissent des mêmes droits que les membres de l'association mais n'ont aucun droit de vote.»

« **Art. 4.** Les adhérents s'acquittent d'une cotisation dont le montant est défini par l'Assemblée générale. Une cotisation variable peut être appliquée en fonction du statut juridique des adhérents (personnes physiques, association de personnes, personnes morales). La cotisation ne saurait excéder 1.000,- Euros.

Les membres d'honneur ne s'acquittent d'aucune cotisation.»

« **Art. 5.** L'adhésion prend fin en cas de:

- a) décès d'un adhérent ou de dissolution de la personne morale admise comme adhérent,
- b) démission, qui doit être communiquée par écrit au Président du Conseil d'Administration,
- a) radiation, si la cotisation n'a pas été versée dans les trois mois suivant l'échéance, malgré deux rappels de paiement,
- b) exclusion: le Conseil d'administration peut déterminer quand l'adhérent ne remplit plus les conditions nécessaires à l'adhésion ou si l'adhérent a agi contre les intérêts et l'objet de l'association.

L'intéressé peut faire opposition à cette radiation et à cette décision auprès du Conseil d'Administration dans un délai de 1 mois. La décision prise par le Conseil d'Administration suite à cette opposition est définitive et inattaquable.

Les membres d'honneur sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission au Conseil d'Administration.

L'exclusion d'un membre d'honneur peut être prononcée par le Conseil d'Administration.»

« **Art. 10.** Dans le courant du premier trimestre de chaque année, les membres associés sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, en vue d'approuver le rapport moral et les comptes de l'année écoulée, et de délibérer sur les autres questions portées à l'ordre du jour.

Les membres d'honneur sont aussi convoqués aux Assemblées mais ils ne disposent pas du droit de vote.

Le quart des membres associés, présents ou représentés, constitue le quorum nécessaire pour que l'Assemblée Générale délibère valablement.

Au cas où le quorum ne serait pas atteint à une Assemblée Ordinaire, une nouvelle Assemblée pourra avoir lieu un quart d'heure après et délibérera valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les membres associés empêchés de se rendre aux Assemblées peuvent se faire représenter par un autre membre associé, muni d'un pouvoir écrit.

Ne peuvent prendre part aux Assemblées que les membres qui ont régulièrement acquitté leur cotisation.

Les membres d'honneur présents lors des Assemblées peuvent être consultés mais ne disposent pas du droit de vote.»

« **Art. 18.** La dissolution de l'association peut être demandée soit par le Comité de Direction, soit par un quart des membres associés. Les membres d'honneur ne peuvent pas demander la dissolution de l'association. Dès réception, le Président convoque une Assemblée Générale Extraordinaire, autorisée à délibérer en présence de la moitié des membres élus plus un. La dissolution nécessite une majorité de 3/4 des voix pour que la dissolution soit effective.

Si cette Assemblée ne réunit pas le nombre de membres requis les membres d'honneur ne pouvant y participer, une nouvelle Assemblée est convoquée dans un délai de 20 jours après la première. Cette Assemblée est autorisée à délibérer à la majorité simple, sans considération pour le nombre de membres présents.

Le patrimoine éventuellement existant est donné aux associations ayant pour vocation la promotion des relations commerciales entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Azerbaïdjan ou, à défaut, à la Croix Rouge Luxembourgeoise.»

Les membres réunis en assemblée générale extraordinaire le 8 mars 2013 au siège de l'association, L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

Signatures.

Référence de publication: 2013045468/58.

(130055652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Folia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 154.259.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOLIA S.A.

Référence de publication: 2013049865/10.

(130060789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

DJE Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 90.412.

Auszug aus dem Protokoll Ordentliche Generalversammlung der DJE Investment S.A.

Die Ordentliche Generalversammlung der DJE Investment S.A. vom 18. April 2013 hat folgende Beschlüsse gefasst:

Zur Wiederwahl als Verwaltungsrat stellen sich:

Dr. Jens Ehrhardt (Vorsitzender)

Dr. Ulrich Kaffarnik (stellv. Vorsitzender)

Dr. Jan Ehrhardt (Mitglied)

Peter Schmitz (Mitglied)

Bernhard Singer (Mitglied)

Eberhard Weinberger (Mitglied)

Julien Zimmer (Mitglied)

Alle Personen mit Geschäftsadresse 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen.

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014, als Verwaltungsrat wieder gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014, Deloitte Audit S.à r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

Luxembourg, den 18. April 2013.

Für DJE Investment S.A.

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013050539/25.

(130061830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

**Kleopatra Holdings 2, Société en Commandite par Actions,
(anc. Kloeckner Holdings S.C.A.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 168.851.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 12 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 11 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013048328/14.

(130058469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Lehman Brothers Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 83.966.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 12 octobre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 novembre 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013048331/13.

(130058465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Dival S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 37.630.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013049783/9.

(130060602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Ecomasa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 157.674.

Le bilan au 31.12.2011 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013049789/9.

(130060596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.
